

4° Lk7 Catherine LAURENT

Jean-Yves VEILLARD

Xavier FERRIEU

63849

# RENNES

LA GUERRE  
L'OCCUPATION  
LA LIBÉRATION

1940  
1944



**MEMORIAL**  
CAEN NORMANDIE

EDITIONS OUEST-FRANCE

VILLE DE RENNES

*Caen 1940-1944*

Claude Quétel

*La Manche 1940-1944*

Michel Boivin

*Le Calvados 1944*

Albert Pipet

*Nantes 1940-1944*

Michel Scheid

*Rouen 1940-1944*

Alain Gasperini

*Saint-Malo 1940-1948*

Louis Pottier, Philippe Petout

*Saint-Nazaire 1939-1945*

Daniel Sicard,

Ecomusée de Saint-Nazaire

A paraître

*Brest*

*Lyon*

Cet ouvrage a été publié avec la participation de  
la Caisse d'Épargne de Bretagne et de la société Avenir.

---

Collection : *UNE VILLE PENDANT LA GUERRE*

dirigée par Claude Quétel

Directeur Scientifique du Mémorial de Caen

Maquette : Anne Sablery

18 73 970



Catherine LAURENT

Conservateur en chef  
des Archives municipales de Rennes

Jean-Yves VEILLARD

Conservateur du Musée de Bretagne de Rennes

93

Xavier FERRIEU

Assistant à la Bibliothèque municipale de Rennes

# RENNES

LA GUERRE  
L'OCCUPATION  
LA LIBÉRATION

1940  
1944

---

EDITIONS  
OUEST-FRANCE  
MEMORIAL DE CAEN  
VILLE DE RENNES

4°Lk7  
63849

DL-30121994-44945

© 1994, Edilarge S.A., Editions Ouest-France, Rennes  
© 1994, Mémorial de Caen



---

En 1939, Rennes est une ville qui, sur le plan social, a connu peu de changements depuis le début du siècle. Cependant, l'exode rural a contribué à dynamiser sa population qui atteint alors environ 100 000 habitants. Loin d'être une ville industrielle, elle compte néanmoins plusieurs grandes entreprises (l'arsenal, l'imprimerie Oberthür, la brasserie Graff...). Ses journaux (*Ouest-Eclair* tire alors à plus de 250 000 exemplaires) et son université en font la capitale intellectuelle de la Bretagne.

Les Rennais, qui ont payé un lourd tribut à la guerre 1914-1918, sont dans l'ensemble partisans de la paix et accueillent tout d'abord avec soulagement les accords de Munich, même si certains, rassemblés au sein du groupe "Jeune République" (parmi lesquels Henri Fréville) refusent d'abdiquer "devant l'essentiel".

À la déclaration de guerre, François Chateau est le maire de la ville. Élu en 1935, c'est un entrepreneur, ancien compagnon du devoir. Attaché aux principes de la République, il a par ailleurs cumulé les responsabilités professionnelles (président des entrepreneurs routiers de l'Ouest, président de l'Union patronale du bâtiment rennais...). Il est aussi vice-président de l'Association des maires de France.

Très vite, il va être confronté à l'accueil des réfugiés. Ceux-ci viennent du nord de la France, mais aussi de l'est et de la région parisienne. Ce sont pour la plupart des réfugiés volontaires qui arrivent dès la fin du mois de septembre 1939 et qu'il convient de loger au mieux. Cet afflux engendre rapidement des abus et des mesures doivent être prises en octobre pour dissuader les propriétaires de pratiquer des hausses considérées de loyers.

Le flot des réfugiés ne s'interrompra pas avant la fin de l'été 1940, accru par la *Blitzkrieg* (guerre éclair). Dans le plan officiel d'évacuation, Rennes devait accueillir les populations de l'arrondissement de Lille et notamment son université. Fin mai 1940, 17 000 repas par jour sont servis ; 26 000 en juin. La plupart des familles ne sont qu'en transit et continuent vers l'ouest. Ceux qui restent à Rennes sont logés chez l'habitant ou dans des baraquements construits à la hâte à leur intention (boulevard Georges-Clemenceau / rue Victor-Rault).

La pénurie de logements est aggravée par les réquisitions des forces armées tout au long de la guerre. Jusqu'au 16 juin 1940, Rennes accueille des troupes britanniques réparties dans divers campements à Fouillard, Tanouarn et Saint-Jacques-de-la-Lande ; l'état-major est situé à Mi-Forêt, mais nombre d'officiers sont logés en ville sur réquisition. Après eux, la place sera prise par les Allemands.

L'économie de guerre se met ainsi peu à peu en place. En octobre 1939, on demande aux Rennais de fournir des couvertures pour l'armée. Il n'est pas encore question de réquisitions ni de rationnement, mais il convient de faire face à ces éventualités et le 31 octobre, la muni-

---

cipalité crée un *Comité municipal de secours de guerre*, s'inspirant ainsi de la commission mise sur pied par Janvier, maire de Rennes en 1914. Ce comité est chargé de coordonner toutes les initiatives prises dans le but de "venir en aide aux familles nécessiteuses dont les chefs ou les soutiens sont appelés par la mobilisation". Composé de représentants de la ville et d'autres institutions (chambre de commerce, syndicats...), il multipliera les initiatives en faveur des démunis, mais aussi des prisonniers de guerre (kermesses, spectacles...).

En hiver 1941, son action sera renforcée par l'Œuvre des cantines scolaires qui en quelques semaines ouvre quatorze cantines pour accueillir à midi les enfants des écoles publiques et privées (23 805 repas servis en mars 1942).

Les premières cartes d'alimentation sont délivrées en mai 1940. Rennes, au centre d'une région agricole, souffrira cependant beaucoup des restrictions, non seulement à cause de la foule de réfugiés, mais surtout à cause des réquisitions allemandes extrêmement lourdes : la société l'Économique, dont le siège est à Rennes et dont le réseau de distribution comprend plus de 500 succursales, principalement en Ille-et-Vilaine, passe très vite sous contrôle des Allemands qui retiennent les 9/10 des stocks pour leur propre usage. Le poids des réquisitions diverses pèsera extrêmement lourd sur l'économie rennaise : en additionnant le coût total de celles-ci (fournitures et travaux, salaires du personnel, hôtels, logements), on obtient les sommes qui furent supportées par la ville : 9 792 037 F en 1940, 46 192 112 F en 1941 et 41 501 172 F en 1942.

La mise en place de la Défense passive achève de planter le triste décor de la guerre : organisée sur instruction nationale dès septembre 1938, elle devient opérationnelle un an après. Rennes, "considérée comme point sensible en cas d'attaques aériennes", est divisée en quatre secteurs totalisant 132 îlots. Chaque îlot a à sa tête un chef qui dirige une équipe de surveillance, veillant à l'extinction des lumières et au dégagement des rues, et une équipe de protection qui doit organiser les premiers secours. La mairie a par ailleurs recensé les caves pouvant servir d'abri et entrepris le creusement de plusieurs tranchées à cet effet.

La guerre devient tout à coup plus proche quand début juin 1940 le front français est enfoncé. L'armée se replie en catastrophe et on envisage quelque temps la création d'un réduit breton d'où, derrière une ligne Mont-Saint-Michel/Rennes/Nantes, pourrait être lancée une contre-offensive.

Le général de Gaulle, nommé sous-secrétaire d'État à la Guerre le 5 juin 1940, arrive à Rennes le 12, où il rencontre à l'état-major, rue de Corbin, les principaux responsables militaires afin d'étudier les modalités de ce retranchement. Il est à nouveau à Rennes le 15, mais il faut se résigner à abandonner ce projet dont la mise en place aurait nécessité des

moyens matériels énormes. Le général repart pour le Finistère d'où il rejoint l'Angleterre : trois jours plus tard, il prendra la parole depuis Londres.

Le 16 juin, les Allemands se rapprochant inexorablement, les forces britanniques lèvent le camp et embarquent en catastrophe à Saint-Malo.

Le 17 juin vers 10 heures, trois (ou quatre ?) bombardiers allemands envoyés en éclaireurs prennent pour cible la gare de triage de la plaine de Baud. Le résultat est épouvantable : là se trouvent en attente côte à côte un train plein de munitions, un train de réfugiés, un autre rapatriant des soldats qui arrivaient du front belge via l'Angleterre et Cherbourg, et un quatrième rempli de soldats britanniques. L'explosion ou plutôt les explosions, qui durent près de 24 heures, font près de 2 000 morts et de nombreux blessés. On retire des débris des wagons calcinés des cadavres déchiquetés pour la plupart impossibles à identifier. Ils sont si nombreux qu'on doit prendre le parti de les enterrer sur place. Ce sera le seul bombardement allemand sur Rennes.

Dès le lendemain, alors que de Gaulle lance son appel, les Allemands entrent dans Rennes au petit matin. Ils prennent tranquillement possession des lieux et installent leur administration dans les principaux bâtiments de la ville, leur armée dans les casernes, leurs hommes dans les hôtels et les maisons des particuliers. Rennes devient le siège d'une *Feldkommandantur*.

Ils établissent aussitôt le couvre-feu et mettent en place diverses mesures dont ils informent les pouvoirs en place (le préfet Jouany et le maire) au cours de réunions hebdomadaires (juillet-septembre 1940). Ces réunions se tiennent tous les samedis matin à l'hôtel de ville et Carle Bahon, ancien maire de Rennes et agrégé d'allemand, tient lieu d'interprète. Elles permettent aux Allemands de dire clairement ce qu'ils attendent des autorités françaises et aux Français d'exposer leurs doléances — sans grand résultat. Ainsi François Chateau tente-t-il de s'opposer aux réquisitions de bicyclettes, arguant de difficultés administratives et juridiques ; en conséquence, les bicyclettes sont saisies directement dans la rue.

Parallèlement, l'administration de Vichy se met en place : le préfet Ripert prend ses fonctions le 27 novembre 1940. Par décret du 18 mars 1941, François Chateau est maintenu comme maire de Rennes, décision qu'il accepte par devoir : il essaiera tout au long de l'Occupation de tempérer les exigences allemandes, mais aussi les décisions préfectorales.

En novembre 1940, les nomades recensés dans le département sont regroupés dans un camp situé rue Le Guen-de-Kérangal ; le camp est entouré de barbelés et surveillé jour et nuit. A la même époque, on recense 363 Juifs dans tout l'Ille-et-Vilaine. Jusqu'en 1944, il y aura 128 Juifs

---

arrêtés dans le département, ce qui fait un nombre absolu peu élevé, qui implique cependant des rafles (les 16 juillet et 9 octobre 1942) et des dénonciations. Le 27 novembre 1941, par arrêté préfectoral, neuf "entreprises économiques juives" rennaises sont mises sous le contrôle de "l'administrateur provisoire" pour "procéder à l'aryanisation des dites entreprises".

Les Rennais s'installent dans l'Occupation : couvre-feu, restrictions, réquisitions, brimades. On cherche dans la campagne environnante un ravitaillement problématique. On y trouvera refuge à partir de 1943 quand les bombardements alliés jeteront à la rue de nombreux sinistrés et effraieront les rescapés.

Jusqu'en 1943, les lycéens continuent à suivre les cours en ville. Le lycée de garçons, avenue Janvier, et celui de filles, rue Martenot, seront évacués en dehors de Rennes après les premiers bombardements. Les loisirs sont bien entendu restreints : le cinéma fait salle comble, mais la réticence aux actualités et aux films de propagande est de plus en plus manifeste. Des spectacles et des kermesses sont organisés pour soutenir les œuvres en faveur des prisonniers ou des cantines scolaires. Enfin, la pratique du sport est encouragée par le gouvernement de Vichy comme une occupation saine et formatrice.

Cependant, parmi les Rennais, chacun choisit son camp : même si la plupart, comme partout en France, se contentent d'adopter un profil bas, la Résistance recrute tandis que les collaborateurs plastronnent.

Dès l'été 1940, les Allemands se plaignent d'actes de sabotage : des câbles téléphoniques sont coupés, des affiches sont lacérées. Il s'agit bien souvent d'actes isolés : on applique des affichettes manuscrites contre l'occupant. Mais des manifestations comme celles du 11 mai ou celle du 17 juin 1941 permettent d'appréhender l'hostilité des Rennais aux Allemands. La seconde est organisée en mémoire des victimes du bombardement de la plaine de Baud et elle est l'occasion d'un affrontement entre le préfet qui veut faire interdire la manifestation et François Chateau qui refuse de prendre un arrêté en ce sens. L'arrêté sera pris, mais par le préfet qui pour l'occasion suspend le commissaire central et le remplace par un commissaire spécial. A l'issue de la manifestation, un inspecteur de sûreté de la police municipale sera relevé de ses fonctions malgré l'opposition de Chateau. D'autres rassemblements ont lieu, notamment le 1<sup>er</sup> mai 1942 où les barrages des agents au coin des rues sont brisés par la foule. Il semble cependant que la répression allemande, qui, à partir de 1942, sera très forte, ait découragé les Rennais et qu'ils ne soient plus descendus nombreux dans la rue autrement que pour les funérailles des victimes des bombardements.

En 1942 l'action de la Résistance s'accroît et crée un climat d'insécurité chez l'occupant. Les attentats se multiplient non seulement



contre les bâtiments (contre le siège du Parti populaire français) mais aussi contre les personnes : le 19 avril 1942, un explosif est lancé contre Jacques Doriot venu faire une conférence au théâtre municipal, mais sans succès.

Ces actions entraînent de nombreuses arrestations de juillet à septembre 1942. Les prisonniers sont enfermés à la caserne du Colombier, au quartier Margueritte ou à la prison Jacques-Cartier, d'où ils sont expédiés vers l'Allemagne. Arrêtés par des policiers français, 29 *terroristes* sont jugés par le tribunal militaire de la *Feldkommandatur*. Le procès se déroule du 15 au 22 décembre : les accusés sont en majorité des ouvriers, dont le plus âgé a 47 ans (leur moyenne d'âge est de 28 ans). On leur reproche "d'être membre d'une organisation communiste qui s'est fixée pour but de résister à l'armée allemande avec tous les moyens en sa possession et d'avoir participé à des attentats à l'explosif". Le verdict est très lourd : 25 exécutions et 4 peines de prison. Les condamnés sont fusillés le 30 décembre 1942 à la Maltière en Saint-Jacques-de-la-Lande.

Les collaborateurs, quant à eux, s'organisent autour de divers mouvements : le Mouvement social révolutionnaire, le Cercle national socialiste, le Francisme, le Parti populaire français (et les Jeunesses populaires françaises) ont des militants à Rennes. Certains d'entre eux, pleins de zèle, écriront plusieurs lettres de menaces au maire, coupable à leurs yeux de ne pas avoir remplacé la Marianne de la salle des mariages par une photographie du maréchal Pétain. La Milice, installée rue du Griffon, participe activement à la répression. Elle torturera de nombreux résistants.

1943 voit s'intensifier l'offensive alliée, avec pour conséquence à Rennes de nombreux bombardements (8 de février à août 1943, 14 au total en 1943 / 1944). Les premiers atteignent des objectifs militaires et ne causent pas de pertes en vies humaines, mais le 8 mars 1943, les bombes tombent dans le quartier de la Gare et sur le Champ de Mars où se tenait la fête foraine. Les victimes sont nombreuses (plus de 280 morts et 200 blessés) et parmi elles, beaucoup d'enfants. Les obsèques ont lieu le 11 mars en présence des autorités allemandes et françaises (le gouvernement a dépêché le ministre Pierre Cathala, natif de Montfort-sur-Meu). La population est en état de choc devant l'ampleur du deuil ; la propagande allemande saura exploiter cette émotion au détriment des "libérateurs anglo-américains".

D'autres bombardements vont faire d'autres victimes : le 29 mai 1943 : 200 morts, 188 blessés ; le 7 mai 1944, à Bruz, encore plus de 200 morts ; le 9 juin, plus de 100 morts ; le 17 juillet, 98 morts...

Ces attaques — même si elles n'ont pas l'ampleur qu'elles prendront à Brest, Lorient ou Caen — pèsent énormément sur la vie des Rennais : de nombreuses familles sont en deuil, un climat d'insécurité se

## La Libération

**76/ 77/**

Les Américains dans les différents quartiers de Rennes : aux carrefours rue de Paris - boulevard de Strasbourg ; quai de la Prévalaye - boulevard de Sébastopol. Au premier plan, les jerricanes, appelés à un grand succès partout en France.



76



## La Libération

**78/**

7 août 1944 - Dans les locaux de l'ancien *Ouest-Éclair*, on fête la naissance de *Ouest-France*. On reconnaît Jean Marin, Cochet et Paul Hutin (prenant des notes).

**79/**

Le 14 août 1944, Rennes accueille André Le Troquer, commissaire de la République délégué aux régions libérées. Celui-ci effectuait alors une tournée dans l'ouest de la France et fut le premier représentant du gouvernement venu visiter Rennes. Il se fit présenter les chefs de services de l'administration départementale et logea à la préfecture avant de se rendre le lendemain à Laval.

De gauche à droite : le général Vallin, Cornut-Gentille, préfet d'Ille-et-Vilaine, Le Troquer, Le Gorgeu, Milon et Pierre Cressard.



78



79

## La Libération

80/

22 août 1944 - De Gaulle, chef du gouvernement provisoire, arriva à Rennes le 21 août au soir. Le lendemain, il fut reçu à la préfecture, puis il se rendit à l'hôtel de ville. Malgré une pluie persistante, les Rennais l'attendaient en foule et lui firent un triomphe. Il déposa une gerbe au Panthéon rennais, se fit présenter les membres de la Délégation spéciale et quitta rapidement Rennes pour se rendre sur la tombe de sa mère à Paimpont.



80

## La Libération

81/

Procès devant le tribunal militaire d'un jeune homme de 19 ans accusé de collaboration : il avait dénoncé plusieurs résistants et participé à de nombreuses arrestations. Il fut condamné à 15 ans de travaux forcés. L'épuration fut relativement modérée dans les quatre départements de la région Bretagne actuelle : moins de 800 personnes furent exécutées, soit sur condamnation du tribunal militaire, soit de façon sommaire.





## La Libération

---

82/

27 août 1944, 11 heures  
du matin : premier  
concert de la Musique  
municipale, place de la  
Mairie. Sous la direction  
de Louis Robert, on joua  
*Sambre et Meuse*, *La  
Marche lorraine*, *La  
Marseillaise* ainsi que les  
hymnes anglais et  
américain, "un  
programme bien choisi  
pour refléter la joie et la  
fierté d'être redevenu  
libre" (*Ouest-France*).





## CREDITS PHOTOGRAPHIQUES

**ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILLAINES** : photos 38, 39, 52. **ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES** : photos 21, 27. **COLLECTION D. BADAULT** : photos 28, 34, 35, 41, 80. **COLLECTION PARTICULIERE** : pages 32-33 et photos première de couverture, 12, 14, 16, 18, 19, 20, 24, 25, 29, 42, 43, 44, 53, 54, 55. **MUSÉE DE BRETAGNE ET COLLECTIONS DIVERSES** : photos 8, 9, 11, 15, 26, 30, 31, 32, 33, 36, 37, 45, 49, 50, 59, 61, 75, 82 ; **collection Aloncle** : page 54 (A) et photos 1, 57, 58, 63 ; **collection Raphaël Binet** : photos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 13, 17, 22, 23. **ARCHIVES OUEST-FRANCE** : pages 54 (B), 55 (C et D) et photos 10, 40, 46, 47, 48, 51, 64, 67, 68, 76, 77, 78, 79. **U.S.I.S** : photos : 56, 60, 62, 65, 66, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 81 et quatrième de couverture.

Cet ouvrage a été imprimé par Mame Imprimeurs à Tours (37)

I.S.B.N. 2 7373 1560 3 - Dépôt légal : mai 1994

N° d'éditeur : 2949 01 04 05 94



R